

L'ALGÉRIE EN CRISE, UNE SOCIÉTÉ

Un regard sur une période

Interroger la représentation politique, artistique et littéraire en Algérie, c'est analyser son fonctionnement, sa genèse, son évolution et cerner les conditions qui lui ont permis de naître.

Le début du XX^e siècle marque un moment crucial dans le parcours historique, politique et culturel de l'Algérie, permettant la mise en œuvre d'une véritable «coupure» épistémologique, l'émergence de nouveaux langages et d'une nouvelle Histoire, convoquant de nouveaux processus discursifs et engendrant de graves césures et de dangereuses fissures dans le corps social, donnant à voir plusieurs instances et formations culturelles antithétiques et opposées. Cette dyslexie discursive caractérise d'ailleurs aujourd'hui le fonctionnement des structures politiques et culturelles.

C'est surtout durant les premières années du XX^e siècle que le mouvement national algérien entame sa formation. Il y eut, certes, auparavant, des actions de résistance, mais restaient, quelque peu, régionales, limitées, n'ayant pas un caractère réellement national. Des ouvriers algériens, à obédience socialiste et cégétiste, prennent conscience de la nécessité de la constitution d'une organisation nationaliste. Ainsi fut créé notamment le premier parti politique algérien véritablement indépendantiste, l'Etoile nord-africaine.

Durant cette période, un mouvement réformiste vit également le jour, l'Association des oulams qui activait essentiellement dans le domaine culturel, séduisant surtout les élites de langue arabe et faisant un travail de sensibilisation culturelle. Ces deux associations incarnant deux logiques militantes et politiques complémentaires n'arrivaient pas à s'entendre sur un programme commun.

Au printemps 1920, à l'occasion des élections municipales à Alger, l'Emir Khaled, ancien capitaine dans l'armée française et petit-fils de l'Emir Abdelkader, exprime publiquement les revendications politiques des Algériens : suppression de toutes les lois d'exception, représentation des indigènes dans les deux Chambres, instruction obligatoire dans les deux langues (arabe et française), ouverture d'une université arabe, etc.

Ces deux tendances sont toujours présentes dans l'espace social et politique articulant le débat politique. Leurs relations étaient faites de suspicion et de méfiance. Ali Merad apporte un éclairage pertinent sur ces deux mouvements qui connurent les foudres des autorités coloniales qui n'arrêtaient pas de multiplier les provocations, les brimades et les interdits : «D'abord inquiétée par la formation d'un parti nationaliste indigène, la colonie européenne d'Algérie s'était ensuite émue de la naissance d'un parti religieux à prétention réformiste, strictement attaché à l'arabisme, et qui ne cherchait nullement à se référer aux valeurs françaises. D'instinct, elle rangea sous la même bannière, et frappa du même anathème le mouvement nationaliste, qui était principalement le fait de la jeunesse musulmane de formation française, et le mouvement réformiste, qui était animé par des lettrés formés dans les instituts islamiques de Tunisie et du Proche-Orient. Pourtant, ces deux tendances étaient originellement dissemblables : elles n'avaient pas les mêmes sources d'inspiration ; elles n'empruntaient pas les mêmes itinéraires culturels ; enfin, elles ne visaient pas les mêmes valeurs. Au printemps 1920, à l'occasion des élections municipales à Alger, l'Emir Khaled, ancien capitaine dans l'armée française et petit-fils de l'Emir Abdel-

kader, exprime publiquement les revendications politiques des Algériens : suppression de toutes les lois d'exception, représentation des indigènes dans les deux Chambres, instruction obligatoire dans les deux langues (arabe et française), ouverture d'une université arabe, etc. *L'Ikdam*, le journal dont l'Emir Khaled est le directeur politique, diffuse et vulgarise ces idées qui vont graduellement séduire un certain nombre d'intellectuels. A ce moment, même des soldats algériens commencent à réagir contre le comportement raciste de l'armée française à leur égard. Deux livres d'un ancien lieutenant, Boukabouya Hadj Abdellah, dénoncent cette situation. Ces anciens militaires s'organisent et entreprennent la mise en œuvre et la promotion d'une action politique, soutenue par l'Emir Khaled, un ancien officier, qui voyait dans cet événement une opération sérieuse pouvant servir d'élément de départ pour une action de grande envergure. Des Algériens enrôlés dans l'armée française s'insurgeaient contre le regard porté sur eux et sur leurs compatriotes et proposaient d'en finir avec la posture du soumis, en engageant une action politique. En face des positions «assimilationnistes», les autorités coloniales exposèrent un programme rejetant la politique d'intégration.

La désillusion allait gagner de nombreux lettrés qui s'attendaient à une certaine reconnaissance de la France coloniale, mais déçus, ils commencèrent à s'interroger sérieusement sur la réalité et sur leur propre sort, pensant qu'ils pouvaient servir d'exception à la règle du mépris colonial. Une profonde césure marquait les rapports de ces nouveaux privilégiés, ou du moins certains d'entre eux, avec le pouvoir en place. La réalité est dure à assumer. Colonisés, ils ne pouvaient postuler à un autre statut. Le désenchantement était au coin de l'aventure assimilationniste qui signifiait la mise en qua-

rantaine de sa propre personnalité. La colonisation est une machine qui ne peut nullement s'accommoder d'un discours égalitaire. Le regard porté sur le colonisé reste travaillé par l'idée de fixité qui cantonne l'autochtone dans un statut figé donnant à voir une conception statique de l'altérité. L'Européen se présente comme le lieu d'articulation d'attitudes dynamiques et mobiles en face du colon plongé dans des postures teintées d'immobilité. Ce regard répudie l'Histoire et privilégie le mythe, la lecture essentialiste.

En 1925, un comité Tunisie-Algérie-Maroc, situant la lutte à une dimension nord-africaine, voyait le jour et traçait ainsi les contours politiques d'un mouvement révolutionnaire possible. Il était chargé de «veiller aux soins que réclame l'Afrique musulmane». La même année, Abdelkrim du Maroc lance un appel dans lequel il demande aux peuples arabes de «briser les liens d'esclavage, chasser les oppresseurs et libérer leurs territoires» (Abdelkrim du Maroc, cité par André Nouschi). Le ton est clair, sans fioriture. Mais ce discours allait susciter des réactions très violentes. Les autorités coloniales ne pouvaient admettre ce type de déclarations. Ils choisirent, comme à l'accoutumée, la manière forte. A cette action politique très courageuse de Abdelkrim, le ministre de l'Intérieur français, Albert Sar-

raut, ne trouva rien d'autre qu'un vocabulaire odieux et une féroce répression : «Le gouvernement, pas plus en Algérie qu'ailleurs, ne saurait tolérer les exaltations à la révolution, à la guerre intérieure, à la déchéance nationale. Contre elles, il y a déjà sévi et il sévira encore, aussi longtemps et autant qu'il le faudra.»

Le gouvernement français n'y allait pas par trente-six chemins : la répression. Mais il était déjà trop tard. Les Maghrébins avaient commencé leur révolution par la contestation douce. Ils savaient qu'à la répression des autorités, la meilleure réponse était la révolte inscrite dans un cadre organisé. Les colonisés réagirent rapidement à la campagne répressive du gouvernement. Les oppositions algériennes s'organisèrent et se radica-

Jamais l'Algérie n'avait connu une action révolutionnaire aussi puissante et marquée par son indéniable caractère national. L'ENA allait ainsi réveiller le sentiment national latent chez beaucoup d'Algériens qui, finalement, n'attendaient que cela, après des siècles d'absence d'autonomie et d'indépendance.

lisèrent. Plusieurs courants investissaient le terrain : communistes, oulémas, élites intellectuelles et amis de Messali Hadj. La fédération algérienne du Parti communiste voyait le jour.

L'Algérie se mettait réellement à bouger, réagissant ainsi à cette féroce colonisation qui privait les Algériens de leurs biens et de leur être. Le temps n'est plus aux jérémiades, mais aux positions les plus avancées et les plus engagées. Certes, dans tout ce chambardement politique, se trouvaient aussi des tendances assimilationnistes se recrutant dans les deux versants des élites de langues arabe et française. Les plus farouches nationalistes provenaient essentiellement du monde ouvrier et de la CGT française. Ainsi, retrouvons-nous les protagonistes de *La Tempête* de Shakespeare. Des Algériens, nourris de la culture française, allaient retourner les «valeurs républicaines» contre les colonisateurs qui ignoraient totalement la fameuse Déclaration des droits de l'homme, faite uniquement pour être célébrée ou affichée dans les administrations publiques. La France a toujours tourné le dos à cette révolution de 1789, sanglante, et aux Lumières qui, paradoxalement, étaient cités pour justifier la répression et la sauvagerie coloniales.

Aujourd'hui se pose peut-être sérieusement la place de ces valeurs dans la pratique politique et intellectuelle française. Les grands écrivains français de l'époque ont accompagné, de manière extraordinaire, de force, la colonisation, méprisant à l'envi les valeurs dont ils se réclamaient. Le discours des écrivains, des cinéastes et des peintres justifiait l'entreprise coloniale et tentait de lui apporter un surcroît de légitimité. On évoquait une mythique libération des indigènes considérés comme de vrais sauvages, sans aucune profondeur historique. On parlait de l'idée chère à Gobineau de l'«égalité des races et de la supériorité de la civilisation européenne. L'Autre, le colonisé, est sans Histoire, sans identité, une simple silhouette sans épaisseur. Cette image investit fortement l'imaginaire de l'«Occidental» qui ne peut, en aucune manière, se défaire de cette attitude. Mais dans ce contexte idéologique particulier, les autochtones vont chercher à réutiliser les valeurs du colonisateur pour en faire un espace de remise en question de son discours.

En 1926, un événement fondamental donnait à l'Histoire de l'Algérie un point de repère politique de grande importance : la constitution de l'Etoile nord-africaine (ENA), organisation nationaliste dont la revendica-

Par Ahmed Cheniki

tion essentielle était l'indépendance nationale. Son premier secrétaire général fut Messali Hadj, un personnage emblématique de l'Histoire de l'Algérie. Le communiste Abdelkader Hadj Ali, très actif, fut à l'origine de la fondation de ce parti révolutionnaire. Au congrès de Bruxelles organisé par la «Ligue contre l'oppression coloniale», ses dirigeants exposèrent les revendications algériennes : indépendance de l'Algérie, retrait des troupes françaises d'occupation, constitution d'une armée nationale, restitution des terres confisquées aux paysans qui en avaient été dépossédés, abolition immédiate du Code de l'indigénat, formation de l'Etat

algérien, création d'écoles de langue arabe, application des lois sociales. Dissoute en 1929, l'Etoile se reconstitue en 1932 sous le titre de «Glorieuse Etoile nord-africaine» et fonda un organe de presse, *El Oumma* (la nation). Les responsables de l'ENA connurent des moments difficiles et une terrible répression.

Le discours se caractérisait par l'usage d'un vocabulaire de la rupture et de la contestation. Le champ lexical de la séparation et de la distinction, symptomatique d'une tendance à l'autonomie discursive, domine dans la presse nationaliste et la parole politique autochtone, du moins, celle conduite par Messali Hadj.

Jamais l'Algérie n'avait connu une action révolutionnaire aussi puissante et marquée par son indéniable caractère national. L'ENA allait ainsi réveiller le sentiment national latent chez beaucoup d'Algériens qui, finalement, n'attendaient que cela, après des siècles d'absence d'autonomie et d'indépendance.

La latence discursive est porteuse d'une certaine densité historique et productrice d'un grand mouvement de rejet de toutes les entreprises coloniales ayant caractérisé le territoire algérien. Le «repli identitaire», opération tactique, devenait un élément central du discours construit par les militants nationalistes, répliquant ainsi à ce fallacieux mensonge de la colonisation se considérant comme dans son droit de vouloir «civiliser» les Algériens marqués du sceau de la négativité et de l'absence de culture, oubliant toute l'Histoire de ces autochtones, l'effaçant de tous les manuels scolaires. Dans une thèse de doctorat de Marlène Nasr, *Les Arabes et l'Islam vus par les manuels scolaires français (1986 et 1997)*, l'auteure arrive à la conclusion que l'identification de l'Arabe et du désert (d'ailleurs inhabité) est un stéréotype dominant du discours, d'ailleurs manichéen et binaire donnant à voir des «Arabes, des Maures et des Bédouins», peureux et lâches confrontés aux vaillants et courageux Français. Le spécialiste de l'analyse du discours, Daniel Maingueneau qui a travaillé sur les manuels scolaires de la troisième République constate la même chose : «Les Arabes sont décrits endormis dans les rues, une immense torpeur recouvre l'Algérie, univers de la paresse qui exige l'intervention d'un agent, d'une efficacité intacte, pour mettre au travail énergies et richesses léthargiques.» Il est souvent présenté comme dénué d'Histoire. C'est ainsi qu'étaient décrits les Algériens dans la littérature coloniale et les discours des politiques.